



49718



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/ECA/OAU/TRADE/Exp/2(ix)
27 janvier 1983

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion extraordinaire du Groupe d'experts
gouvernementaux précédant la Conférence
des Ministres africains du commerce
préparatoire à la sixième session de
la CNUCED

18-23 février 1983, Libreville, Gabon

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE PAYS A SYSTEMES
ECONOMIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS

(ix) Relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents

I. Récents développements

On se rappellera que la cinquième session de la Conférence tenue à Manille (Philippines) du 7 mai au 3 juin 1979 n'est pas arrivée à un accord général sur les grandes questions de fond concernant le développement des échanges commerciaux, de la coopération économique et financière entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale. Par contre, durant cette session, la Conférence a prié les Etats membres et le Secrétariat de la CNUCED de continuer à appliquer les dispositions de sa résolution 95 (IV) adoptée le 31 mai 1976 à Nairobi.

En application de cette résolution, le Programme des Nations Unies pour le développement accepta de financer un programme global d'assistance technique pour le développement des échanges avec les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement, dont la CNUCED fut chargée d'assurer l'exécution, en étroite association avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique pour ce qui concerne la composante régionale africaine du programme global. Dès 1980, de nombreuses activités furent entreprises dans le cadre de ce programme. Parmi celles-ci, il faut notamment signaler des activités de formation à l'échelon interrégional auxquelles prirent part, de haut fonctionnaires des pays en développement y compris de pays africains.

On notera également à cet égard qu'à la deuxième session extraordinaire des Chefs d'Etat de l'OUA consacrée aux problèmes économiques, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont recommandé l'exploration et l'exploitation systématiques du potentiel de coopération commerciale et économique avec les pays développés à économie centralement planifiée et/ou par la même occasion, adopté une résolution appelant les pays africains à collaborer et coordonner leurs négociations au sein du Groupe des 77 en vue de renforcer leur solidarité visant à obtenir une juste rémunération de leurs produits de base sur les marchés internationaux.

II. Principaux problèmes qui se posent actuellement dans le domaine commercial, économique et financier

(i) Domaine commercial

Les relations commerciales Afrique-Europe orientale se sont développées très lentement. De 1970 à 1980, période pour laquelle les données statistiques sont disponibles, le commerce d'exportation de l'Afrique avec les pays socialistes d'Europe orientale a progressé au taux annuel de 14,8 pour cent, passant en valeurs absolues, de 779 millions de dollars en 1970 à 3119 millions en 1980, tandis que les importations africaines en provenance des pays socialistes d'Europe orientale augmentaient de 15,3 pour cent, passant de 997 millions en 1970 à 4164 millions en 1980. Ainsi les pays africains ont enregistré un déséquilibre persistant dans leurs échanges commerciaux avec les pays européens à économie centralement planifiée. En outre la structure par catégorie de produits du commerce africain avec les pays socialistes n'a pas subi de profondes modifications.

Durant ces dernières années, les exportations africaines à destination des pays socialistes d'Europe orientale ont continué à porter essentiellement sur les produits de base, tandis que les produits transformés et les articles manufacturés n'ont représenté qu'une part peu importante des exportations africaines à destination du même groupe de pays. Les importations africaines en provenance des pays européens à économie centralement planifiée ont consisté surtout en machines et matériel de transport.

Compte tenu de ce qui précède, il paraît évident que si les pays socialistes n'adoptent pas de mesures concrètes en vue d'accroître leurs achats d'articles manufacturés en provenance des pays africains, la structure actuelle des échanges par produits entre les deux groupes de pays ne connaîtra guère de modification substantielle pendant les années à venir. En outre, les prix des produits de base écoulés sur les marchés des pays socialistes d'Europe orientale ne reflètent pas toujours leur valeur actuelle du fait que calculés sur une base de cinq ans, ils ne tiennent pas compte de l'évolution de l'inflation.

En ce qui concerne le paiement des transactions commerciales, il existe principalement trois systèmes de paiement : paiement par compensation bilatérale, paiement par utilisation des monnaies convertibles et paiement en roubles transférables. Il faudrait peut-être rappeler à cet égard que plusieurs pays socialistes semblent accorder la préférence aux accords de paiements en monnaies convertibles, ce qui oblige leurs partenaires africains à utiliser leurs devises dont ils ont tant besoin pour leurs programmes de développement.

Il faudrait encore souligner le fait que les marchés des pays socialistes d'Europe orientale ne sont pas suffisamment explorés par les pays africains.

ii) Domaine économique et financier

On note, d'une manière générale, que les pays socialistes d'Europe orientale ont tendance à limiter leur coopération économique avec l'Afrique à un nombre relativement faible de pays et que cette coopération elle-même, du point de vue des secteurs concernés, n'est pas toujours aussi diversifiée qu'on pourrait le souhaiter. Il y aurait lieu d'intensifier les efforts en cours en vue de transformer sur place les matières premières africaines qu'elles soient d'origine agricole ou minérale.

En matière de coopération financière, le volume de l'aide publique au développement accordée à des conditions de faveur aux pays africains est très limité. En outre, l'aide publique au développement des pays socialistes apparaît non seulement comme très limitée pour ce qui est de son volume mais encore, comme assez liée, comme c'est le cas de celle de plusieurs pays développés à économie de marché, dans la mesure où l'attribution de crédits à l'exportation par ces pays emporte l'obligation pour les bénéficiaires de s'approvisionner exclusivement auprès d'eux. On note également que les pays socialistes d'Europe n'interviennent guère dans le financement ou dans l'exécution des projets multilatéraux programmés par certains pays d'Afrique. Il est vrai cependant que les pays africains peut-être, parce qu'ils ne connaissent pas suffisamment le rôle que pourrait jouer le Fonds spécial de la Banque international d'investissements, n'en exploitent pas toutes les possibilités.

III. Principales mesures à prendre

Les pays africains pourraient demander qu'à sa prochaine session, la CNUCED adopte un programme d'ensemble concernant les relations commerciales et économiques entre pays en développement et pays socialistes d'Europe orientale. Ce programme pourrait comprendre toute une série de mesures en faveur des pays en développement dont l'essentiel est résumé ci-après.

1. Mesures de politique commerciale, économique et financière

a) Politique commerciale

Les pays socialistes devraient accorder des préférences tarifaires à toutes les marchandises importées des pays africains, et cela sans réciprocité ni discrimination. Il est important que les pays socialistes d'Europe orientale accroissent les importations d'articles manufacturés et semi-finis en provenance des pays africains. En ce qui concerne les accords de paiements régissant ces relations commerciales, il est nécessaire que les pays socialistes d'Europe orientale concluent des accords de paiement qui tiennent compte des intérêts économiques des pays africains. L'utilisation de roubles transférables devrait être encouragée dans le règlement des transactions commerciales entre partenaires deux groupes de pays. Les pays socialistes d'Europe orientale devraient adopter des mesures appropriées en vue de garantir aux pays africains des prix justes et rémunérateurs, et calculés de manière à tenir compte de l'évolution de l'inflation mondiale.

De leur côté, les pays africains devraient faire en sorte que leurs produits d'exportation soient plus compétitifs sur les marchés des pays socialistes d'Europe Orientale. Ils devraient également intensifier leurs activités de promotion commerciale sur ces marchés, en ouvrant des missions commerciales et en participant aux foires commerciales organisées dans ces pays.

b) Politique économique et financière

Les pays socialistes pourraient étendre leurs programmes de coopération économique à tous les pays africains qui y seraient intéressés sans discrimination, en mettant sur pied par exemple, des co-entreprises au niveau bilatéral dont le but serait

de promouvoir l'industrialisation des pays africains, de satisfaire les besoins de consommation locale et d'accroître les exportations de produits manufacturés. Ils devraient encourager l'utilisation maximale des matières premières industrielles disponibles localement. Les pays socialistes devraient également permettre aux pays africains de rembourser les crédits d'Etat par des exportations de produits manufacturés. Ils devraient participer au co-financement et à l'exécution des projets multilatéraux en Afrique.

En ce qui concerne les transferts de ressources financières sur le plan bilatéral, l'aide financière accordée par les pays socialistes devrait atteindre sans plus tarder l'objectif de 0,7 p. 100 de l'APD énoncé dans la stratégie internationale du développement pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement.

Les pays membres du CAEM devraient en outre prendre des mesures appropriées pour que le Fonds spécial de la Banque internationale d'investissement fonctionne effectivement en faveur des pays en développement en mettant à leur disposition des ressources financières adéquates pour le financement de projets nationaux directement ou par le biais des banques régionales de développement, telles que la Banque africaine de développement (la BAD). Ils devraient, pour ce faire, accroître la part de monnaies convertibles dans les ressources totales affectées à l'aide financière aux pays africains. Ils devraient aussi prendre des mesures en vue de diminuer progressivement les taux d'intérêt perçus sur les crédits fournisseurs.

c) Politique en matière de transport et de communication

Il est souhaitable de mettre sur pied des lignes de transport maritime et aérien en commun entre les pays socialistes et les pays en développement, notamment en partageant les frais d'établissement et manutention.

2. Activités futures au sein de la CNUCED

Le Secrétaire général de la CNUCED, en étroite association avec les organisations régionales des Nations Unies, devrait intensifier les activités d'assistance technique aux pays en développement en vue de leur permettre de tirer profit des possibilités d'échanges existant entre les pays socialistes et les pays en développement. Pour ce faire, il devrait intensifier les efforts en cours, avec le concours financier du PNUD, en vue de la mise en oeuvre d'un programme de recherche, de formation et de diffusion d'informations, en faveur des pays en développement en général, et des pays africains en particulier.